



Migrations et faible croissance

Demetrios G. Papademetriou

Ouvrières chinoises dans une usine textile en Roumanie.

Les mouvements mondiaux de travailleurs vont changer avec la persistance de la crise dans les pays avancés

L'IMMIGRATION illégale, de longue date à l'ordre du jour des relations entre les États-Unis et le Mexique, perd de son intensité. Les flux migratoires nets en provenance du Mexique sont proches de zéro, et les arrestations d'immigrants illégaux (majoritairement non mexicains) à la frontière sont retombées au niveau de 1970 (U.S. Border Patrol, n.d.).

Ce déclin s'explique en grande partie par des investissements massifs des États-Unis dans la surveillance aux frontières, un renforcement des contrôles à l'intérieur du pays, une croissance beaucoup plus rapide de l'économie mexicaine depuis 2010 et une coopération de plus en plus étroite entre les deux pays. Facteur encore plus important, la baisse continue de la fécondité au Mexique signifie que le nombre de travailleurs entrant chaque année dans la population active diminue, au moment où les possibilités d'emploi aux États-Unis se raréfient en raison de la crise économique.

La Grande Récession n'a pas seulement affecté l'immigration entre les États-Unis et le Mexique. Les immigrants venant de pays à revenu faible et intermédiaire ont été particulièrement touchés par la destruction d'emplois

dans la plupart des économies avancées. Les migrations, qui ont été à la fois le moteur et le sous-produit de la mondialisation et de l'interconnexion croissante qu'elle engendre, se heurtent maintenant à la crise mondiale.

Cette crise a peut-être mis fin à une période où les économies avancées acceptaient sans trop se poser de questions les bienfaits de l'ouverture, y compris l'immigration massive. Dans les années qui viennent, l'immigration deviendra probablement plus sélective, et les émigrants peu qualifiés seront sans doute moins bien accueillis, en tout cas comme résidents permanents potentiels, et encore moins comme concitoyens.

Destruction d'emplois

Aux États-Unis, par exemple, la crise du marché du travail a atteint des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression. Près de 23 millions de personnes, soit environ 15 % de la population active, sont en chômage total ou partiel, y compris les travailleurs à temps partiel forcé, les inactifs en lien potentiel avec le marché du travail (*marginally attached*) et les travailleurs découragés (graphique 1). La proportion d'hommes ayant un emploi est tombée à son plus bas niveau depuis 1948, année où le Labor



Department américain a commencé à collecter ces données, et pour l'ensemble des travailleurs, elle est la plus basse depuis 1981. Au milieu de 2012, près de 42 % des chômeurs étaient sans emploi depuis au moins 27 semaines, d'où un risque accru de perte de qualifications et de ne pas présenter les compétences requises pour occuper les postes disponibles (voir «La tragédie du chômage», dans le numéro de *F&D* de décembre 2010). Les plus touchés sont les travailleurs entre 45 et 64 ans, qui restent au chômage plus longtemps et ont plus de mal à trouver un emploi aussi bien rémunéré que celui qu'ils avaient perdu. En outre, les investissements dans les technologies propres à accroître la productivité et à économiser la main-d'œuvre pendant les récessions réduisent la demande de travailleurs au moment de la reprise (Katz, 2010). Malgré la diminution de la population active, le PIB des États-Unis est plus élevé qu'il y a cinq ans.

Ces chiffres troublants ne se limitent pas aux États-Unis. Cinq ans après les premiers signes de tension sur le marché hypothécaire américain, à l'origine de la crise financière mondiale, et trois ans après le début d'une reprise fragile dans la plupart des économies avancées, la crise de l'emploi dans l'ensemble de l'Europe est encore plus grave. En avril 2012, 24,7 millions de personnes dans les 27 pays de l'Union européenne (UE) étaient au chômage, soit 8 % de plus qu'un an auparavant (Eurostat, 2012). La situation devient encore plus préoccupante quand on prend en compte toutes les mesures de difficultés économiques : 42,6 millions de travailleurs de l'UE étaient en chômage total ou partiel en 2011.

En général, les migrants ont des niveaux de qualification inférieurs ou des compétences qui sont plus difficiles à faire reconnaître ou à adapter à l'économie locale.

De plus, le chômage des jeunes est extrêmement élevé et continue d'augmenter dans certains pays de l'UE (graphique 2). Ce phénomène pourrait avoir des conséquences désastreuses : «séquelles économiques», risque d'une «génération perdue» de travailleurs et menace de troubles sociaux — les idéologies extrémistes attirent surtout ceux dont les perspectives d'avenir sont réduites.

Des millions de travailleurs ont été frappés par la crise, mais de façon inégale. Les hommes, les jeunes travailleurs, surtout les immigrants, et les membres des groupes minoritaires, ont particulièrement souffert. Aux États-Unis, les Hispaniques, les Noirs, les travailleurs d'âge moyen et les jeunes ont été les plus durement touchés. En Europe, les groupes d'immigrants subissent de façon disproportionnée la crise de l'économie et de l'emploi : les ressortissants des pays andins et nord-africains en Espagne; les Bangladeshis, les Pakistanais et les Portugais au Royaume-Uni; et la majorité des immigrés en Grèce.

Ces groupes sont systématiquement vulnérables pour une série de raisons.

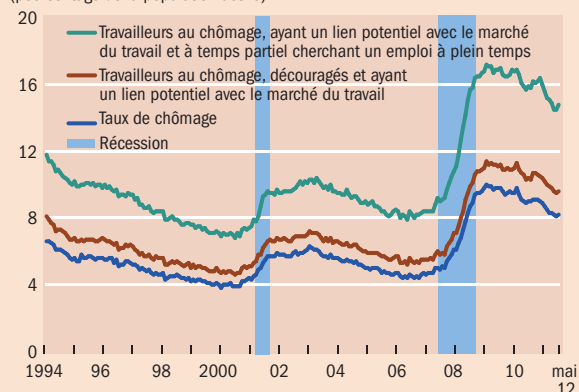
- **Qualifications.** En général, les migrants ont des niveaux de qualification inférieurs ou des compétences qui sont plus difficiles à faire reconnaître ou à adapter à l'économie locale, facteurs aggravés par le manque d'aptitudes linguistiques.
- **Expérience.** Les jeunes travailleurs, les immigrés et les minorités défavorisées ont souvent moins d'expérience professionnelle et sont davantage victimes d'une politique «dernier entré/premier sorti», plus ou moins officielle.

Graphique 1

Chômage élevé aux États-Unis

Environ 15 % de la population active aux États-Unis est aujourd'hui en chômage total ou partiel, ou en lien potentiel avec le marché du travail, soit près de deux fois plus que juste avant la Grande Récession.

(pourcentage de la population active)



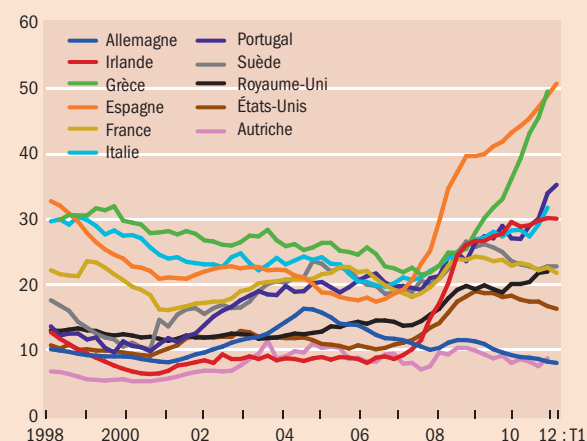
Sources : U.S. Department of Labor, Current Population Survey, 1994-mai 2012; analyse du Migration Policy Institute.

Graphique 2

Jeunesse en danger

Le chômage est déjà élevé chez les moins de 25 ans dans beaucoup de pays européens, et il continue d'augmenter.

(taux de chômage des jeunes, en pourcentage)



Source : Eurostat.

- **Instabilité de l'emploi.** Ces groupes occupent souvent des emplois de nature plus temporaire, qui augmentent ou diminuent en fonction du cycle de la demande.

- **Formation.** Les employeurs ont généralement moins investi dans la formation de ces travailleurs, ce qui les rend facilement remplaçables.

- **Secteur.** Les secteurs dans lesquels beaucoup d'immigrés travaillent ont été les plus frappés par la crise. Aux États-Unis et en Espagne, par exemple, l'éclatement de la bulle immobilière a entraîné l'effondrement du bâtiment, qui était une source de travail pour un grand nombre d'immigrants, beaucoup d'entre eux illégaux.

L'immigration souffre

Pendant les trente dernières années, l'immigration en provenance des pays à revenu faible et intermédiaire vers les pays à revenu élevé a augmenté pour tous les niveaux de qualification et d'éducation. Les Nations Unies estimaient en 2008 que le nombre d'immigrés, autorisés ou non, vers les régions développées allait presque doubler, de 5,4 % en 1980 à 10,5 % en 2010 (Nations Unies, 2009).

Dans plusieurs cas, souvent dans des pays à tradition d'émigration, l'immigration a augmenté à un rythme jamais vu en temps de paix. En Espagne, par exemple, le nombre d'immigrants est passé de quelques points de pourcentage à 14 % de la population en moins de quinze ans. On constate aussi une croissance étonnamment rapide en Finlande, en Irlande, au Royaume-Uni, en Grèce et en Italie (graphique 3). Dans tous ces exemples, le rapide taux d'augmentation n'a pas laissé à ces pays le temps d'adapter leur cadre légal et institutionnel pour bien absorber les nouveaux venus et préparer leur population

aux changements que comporte un accroissement accéléré de l'immigration. Ce phénomène a préparé le terrain aux réactions récentes contre les immigrés, comme la montée de partis nationalistes défendant un programme anti-immigration rigoureux et souvent sélectif (généralement antimusulman). La crise économique n'a fait qu'intensifier ces réactions.

La porosité des frontières et l'idée généralement admise que l'immigration a des effets positifs sur l'économie ont permis à un grand nombre de migrants de s'installer, légalement ou illégalement. Les économies en expansion absorbaient facilement cette main-d'œuvre supplémentaire. Les consommateurs profitaient de la baisse du coût des biens et services produits par des immigrants moins bien payés, et beaucoup de responsables de l'économie vantaient l'effet modérateur de l'immigration sur l'inflation salariale, phénomène que redoutent évidemment les travailleurs nationaux directement touchés.

La Grande Récession a tout changé.

Certes, les migrations internationales continuent d'augmenter. Toutefois, cet accroissement concerne principalement les pays à revenu intermédiaire, et surtout les économies émergentes — Brésil, Russie, Inde et Chine, mais aussi Afrique du Sud, Mexique, Turquie, Indonésie et plusieurs autres pays d'Asie du Sud-Est. En revanche, l'immigration totale vers les pays à revenu élevé a augmenté très lentement par rapport aux trente dernières années, bien que les pays anglo-saxons aient continué de recevoir des nombres importants d'immigrants (Nations Unies, 2012).

Une nouvelle norme?

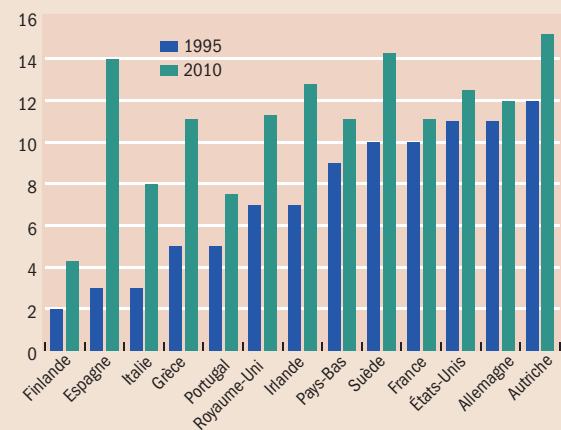
L'évolution de la situation après la crise est incertaine. Elle pose une série de questions auxquelles on ne peut pas répondre

Graphique 3

Afflux d'immigrants

La part des immigrants dans la population totale a augmenté en Europe et aux États-Unis. Dans plusieurs pays, elle a fait un bond spectaculaire.

(part des immigrants dans la population, en pourcentage)



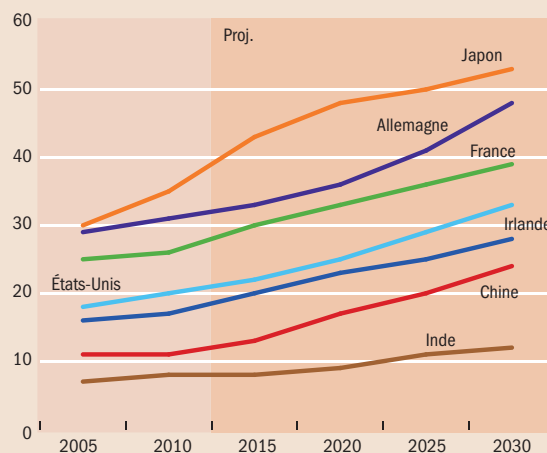
Sources : pour les données de 1995, Nations Unies (2009); pour les données de 2010, Eurostat (2010) et U.S. Department of Labor, Current Population Survey.

Graphique 4

Les travailleurs sous pression

Un nombre décroissant de travailleurs devra subvenir aux besoins d'un nombre grandissant de retraités.

(taux de dépendance de la population âgée, en pourcentage)



Source : ONU, Division de la population.

Note : Le taux de dépendance est la population âgée de 65 ans et plus, divisée par la population âgée de 20 à 64 ans, multipliée par 100.

aujourd'hui. Va-t-on surmonter peu à peu le chômage élevé et la croissance lente et inégale de l'emploi, la croissance et l'immigration «traditionnelle» retrouvant à peu près leur niveau d'avant la crise? Ou la croissance économique et le niveau d'immigration dans les pays à revenu élevé vont-ils se stabiliser à un niveau plus modéré? Les économies avancées sont-elles arrivées à un point d'inflexion, dans leur histoire complexe de l'immigration, vers une période durable de baisse de la demande sur le marché du travail et d'immigration beaucoup plus sélective? En quoi la crise persistante sur le marché du travail affectera-t-elle le comportement de groupes souvent aux marges de la population active, mais dont les décisions déterminent l'offre globale de travailleurs : travailleurs manquant de formation, populations pauvres des villes, travailleurs découragés, défavorisés et marginalisés (dont beaucoup appartiennent à des minorités), femmes ou retraités qui veulent retourner au travail ou travailleurs âgés qui retardent leur retraite et personnes qui ont refusé certains emplois comme trop pénibles ou trop indésirables socialement? Prises collectivement, les décisions que ces groupes vont prendre détermineront le nombre d'immigrants dont les pays récepteurs «auront besoin» dans les prochaines années. Les décisions en matière d'économie, de marché du travail et de politique sociale que prendront les gouvernements, les employeurs et les individus exerceront une influence.

Néanmoins, certains facteurs sous-jacents de l'émigration ne changeront pas. La génération du «baby-boom» prendra peut-être sa retraite plus tard que prévu, mais le vieillissement continuera de susciter une demande de travailleurs migrants, aussi bien pour travailler que pour payer les impôts permettant de financer les prestations sociales et les soins aux personnes âgées. Le réservoir de travail dans les pays qui ont un faible taux de fécondité à long terme va diminuer, ce qui, conjugué au vieillissement de la population, exercera une pression croissante sur les éléments productifs de la population active. Le taux de dépendance — le nombre des plus de 65 ans divisé par celui des 20-64 ans — continuera d'augmenter (graphique 4). Les systèmes d'éducation et de formation dans les pays riches auront encore du mal à satisfaire la demande du marché du travail, car aucun pays ne peut vraiment anticiper la demande future de compétences, ni développer des secteurs spécialisés et compétitifs en se fondant uniquement sur les ressources locales. Les gouvernants doivent proposer des ripostes crédibles dans une période d'incertitude extraordinaire et de persistance d'un chômage élevé, tout en recherchant activement des talents dans le monde et en maintenant l'ouverture et la tolérance qui sous-tendent la compétitivité à long terme.

Certaines formes de migration continuent toutefois d'augmenter et augmenteront probablement plus vite dans les années à venir. Pour la plupart, elles sont liées aux différences de débouchés entre pays, principal moteur de l'immigration. On peut citer les suivantes :

Émigration des pays à revenu élevé à cause de la crise économique. Elle ira en partie aux anciennes colonies offrant



Poste à la frontière américano-mexicaine, San Ysidro, en Californie

plus de débouchés. Les flux à suivre sont ceux provenant de pays comme l'Irlande et les États méditerranéens membres de l'UE, passés d'une tradition séculaire d'émigration à un accueil massif d'immigrants en un peu moins d'une décennie. Ils semblent aujourd'hui revenir à leur tendance historique.

Flux bidirectionnels entre pays à revenu élevé et des pays à revenu élevé vers les pays à revenu intermédiaire en forte croissance. Les migrations entre pays à revenu élevé existent depuis des générations, et elles représentent environ 25 % du total (Nations Unies, 2012). La libre circulation au sein de l'UE et l'ouverture de fait des pays les plus riches aux immigrants venant de pays à un niveau semblable de développement signifient que ces mouvements vont continuer d'augmenter. Les migrations Nord-Sud, qui représentent aujourd'hui environ 13 millions de personnes, vont probablement connaître une croissance solide. Elles concerneront surtout les pays à revenu intermédiaire en forte croissance qui deviendront les prochains pôles d'immigration, d'autant qu'ils accueillent déjà un nombre important d'immigrants de pays voisins à faible revenu. En fait, ils s'efforcent d'attirer des travailleurs qualifiés du Nord, en incitant leurs expatriés à revenir par des concessions fiscales et de change et en leur ouvrant des filières de recherche. Ce mouvement est complété par l'action des firmes mondiales attirées par des incitations analogues, par la présence de talents sans certaines des contraintes liées à l'immigration des pays à revenu élevé et par l'existence de classes moyennes de plus en plus nombreuses disposées à acheter leurs produits.

La nécessité d'attirer des immigrants qualifiés prendra une place plus importante dans les politiques d'emploi. Les compétences et les talents sont très valorisés dans un monde de plus en plus concurrentiel, et leur recherche s'intensifie. Toutefois, les qualifications de haut niveau — comme les diplômes en science, technologie, ingénierie et mathématique des grandes universités — ne seront pas toujours aussi disponibles qu'elles semblent l'être aujourd'hui, et cela aura un profond effet sur les domaines d'étude que choisissent les immigrants et sur les établissements de formation dans le monde. Le recrutement de ces diplômés dès la sortie de l'université est devenu un réflexe

naturel de la politique d'immigration de nombreux pays. Il pourrait bientôt faire l'objet d'une concurrence acharnée.

La récente augmentation du nombre d'étudiants internationaux va continuer. Plus de 3 millions d'étudiants optent pour l'étranger, près de deux fois plus qu'en 2000, et ce nombre pourrait plus que doubler d'ici 2020 (UNESCO, 2011). C'est un avantage pour les pays d'accueil — les étudiants étrangers rapportent de l'argent — et pour les étudiants, car la valeur d'une formation à l'étranger augmente avec la recherche de talents.

Enfin, d'autres formes de migration vont aussi continuer d'augmenter : migrations des investisseurs et des retraités,

L'immigration de demain sera probablement beaucoup plus sélective.

migrations «à l'aventure» et migrations d'enfants d'immigrants vers le pays de leurs parents.

Facteur peut-être aussi important : la nature des migrations va probablement changer aussi. Pendant la plupart des 150 dernières années, elle se conformait à un schéma bien établi : la famille se retrouvait dans le pays d'accueil et on visait à en obtenir la nationalité. Or, il est très probable que les nouvelles migrations seront plus temporaires et de nature contractuelle (plus proches de la «mobilité» que de la migration traditionnelle) et ne donneront généralement pas droit à la naturalisation.

Des réalités inéluctables

Si l'on regarde de plus près l'interaction entre l'immigration et les crises du budget et de l'emploi dans la plupart des pays très développés, on voit apparaître plusieurs domaines importants qui nécessitent l'attention des gouvernants.

Premièrement, les autorités doivent réexaminer certaines hypothèses sur la demande quasi insatiable de main-d'œuvre immigrée, et en particulier sur l'idée qu'une immigration *massive* est essentielle à la croissance et à la prospérité. La réalité est plus nuancée. L'immigration de demain sera probablement beaucoup plus sélective, et il y aura une gestion beaucoup plus active du système. La dimension politique de l'immigration interviendra, et non pas uniquement la bonne gouvernance. Les gouvernements perdront sans doute peu à peu l'habitude d'approuver les demandes des employeurs pour des nouveaux immigrants peu qualifiés ou ayant des compétences faciles à obtenir. Les responsables réfléchiront aussi davantage au meilleur moyen d'investir dans les qualifications des travailleurs victimes de la crise, ou marginalisés, et de ceux que la mondialisation a laissés sur la touche. Là encore, il faudra des dirigeants responsables et un débat politique éclairé. En outre, vu la restructuration économique que la crise a imposée à presque toutes les économies avancées et les investissements dans la productivité qui en résultent, il est plus difficile de défendre les arguments en faveur d'une immigration massive. Enfin, les gouvernements des pays récepteurs subiront une pression accrue pour faire respecter les lois contre l'immigration illégale et les emplois non autorisés, qu'ils ont peut-être hésité à appliquer par le passé.

Deuxièmement, avec la poursuite de la crise, un nombre grandissant de chômeurs de longue durée verront leur qualification

se dégrader de plus en plus. Les autorités sont donc confrontées à la menace d'une augmentation du chômage structurel, contre lequel beaucoup de pays européens se battent depuis une génération, mais que les États-Unis ont en général évité d'aborder. Autrement dit, les gouvernements et les employeurs devront redoubler d'efforts pour investir dans les travailleurs légaux, indépendamment de leur origine ou de leurs qualifications antérieures, et les travailleurs devront investir en eux-mêmes. Quand la croissance reviendra, les employeurs et les économies en général auront besoin d'une population active plus qualifiée et plus instruite. Ceux qui en seront dotés se porteront bien, et les autres perdront encore plus de terrain, et il en ira de même des secteurs qui emploient des travailleurs sans investir en eux.

Troisièmement, la réduction des fonds consacrés à l'intégration des immigrants constatée dans la plupart des pays avancés pourrait déclencher des problèmes sociaux et économiques aux effets durables qui rendront la reprise plus difficile. Par exemple, l'Espagne a supprimé son budget d'intégration au début de cette année, et la plupart des pays réduisent leur assistance à l'intégration et leurs services publics pour les immigrants et les autres groupes marginalisés. Les groupes d'immigrés qui se portaient relativement bien avant la crise économique vont probablement continuer de le faire pendant la reprise. Mais ceux qui ont déjà des difficultés auront plus de mal à s'en sortir. Dans leur recherche du bien-être, ils se heurteront à d'énormes obstacles dont continuera vraisemblablement de souffrir la prochaine génération. Les facteurs sous-jacents d'intégration, comme l'aptitude linguistique, l'éducation, la présence de compétences adaptées, la reconnaissance des diplômes, l'expérience locale et les contacts professionnels, ne changeront probablement pas. Toutefois, comme les employeurs pourront choisir parmi un vaste vivier de chômeurs, ces facteurs seront d'autant plus importants pour les immigrants, et leur absence aura des conséquences plus désastreuses. ■

Demetrios G. Papademetriou est Président du Migration Policy Institute.

Bibliographie :

- Eurostat, 2010, "Population by Sex, Age Group and Country of Birth."
_____, 2012, "Unemployment Statistics" (Avril).
Katz, Lawrence F., 2010, "Long-Term Unemployment in the Great Recession," *Testimony for the Joint Economic Committee, U.S. Congress, April 29, Washington.*
Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, 2009, "Trends in International Migrant Stock: The 2008 Revision" (*United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2008*).
_____, 2012, "Migrants by Origin and Destination: The role of South-South Migration," *Population Facts 2012/3.*
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Institut de statistique, 2011, *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2011 (Montréal).*
U.S. Border Patrol, n.d., "Nationwide Illegal Alien Apprehensions Fiscal Years 1925-2011."
U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, January 1994-May 2012, *Current Population Survey (Washington).*